



# Bulletin quotidien

N° 05 le 15 novembre 2025

UNITED NATIONS CLIMATE CHANGE CONFERENCE

# COP30 AMAZÔNIA

CUIDAR DO PLANETA PARA O FUTURO DA HUMANIDADE

BELEM • BRASIL • 2025

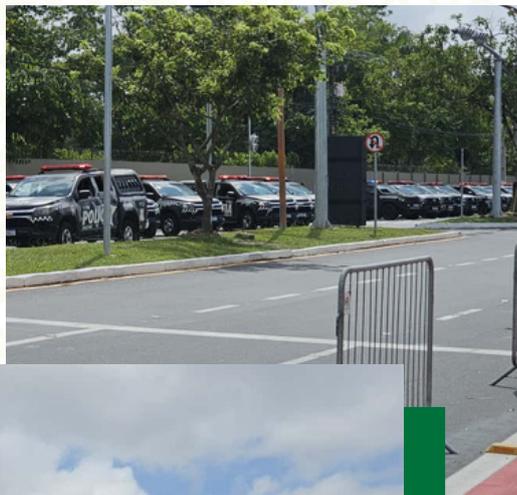
## Une protestation autochtone bloque l'entrée principale au 5<sup>e</sup> jour de la COP30

Le cinquième jour de la COP30 a commencé par une deuxième grande manifestation — une scène puissante et inattendue : des dizaines de personnes autochtones Munduruku ont organisé un sit-in pacifique à l'entrée principale, bloquant l'accès avant l'arrivée de nombreux délégués. Familles et enfants étaient assis calmement au sol face à une grille métallique fermée, tandis que des agents lourdement armés attendaient de l'autre côté — l'une des images les plus frappantes du sommet jusqu'à présent.

Dans leur message, les manifestants ont déclaré :

**« Président Lula, nous voulons que vous nous écoutiez. Nous refusons d'être sacrifiés pour l'agrobusiness. »**

Le Président de la COP30, André Corrêa do Lago, s'est entretenu directement avec le groupe pendant la manifestation. Vers 9h, la CCNUCC a alerté les participants de la protestation et les a dirigés vers une entrée latérale, provoquant de longues files sous le soleil — un moment qui a obligé de nombreux délégués à affronter l'urgence des revendications des manifestants. L'entrée principale a rouvert peu après.



# Que se passe-t-il dans les salles de négociation ?



## ▪ Des négociations climatiques difficiles se poursuivent à la COP30 alors que les pays peinent à s'accorder sur des questions clés

Les négociateurs climatiques ont travaillé tard dans la nuit à l'approche d'une étape critique de la COP30, les pays restant divisés sur de nombreux enjeux majeurs. Bien que certains accords techniques aient été obtenus — en particulier sur le soutien aux pays les plus pauvres — la plupart des questions majeures concernant le financement, les réductions d'émissions, l'adaptation, le genre et la transition juste demeurent non résolues.

## ▪ Financement : les pays en développement attendent toujours des éclaircissements

Une fois encore, le financement climatique a dominé les tensions.

Les nations les plus pauvres ont averti qu'elles ne pouvaient réduire leurs émissions ni protéger leurs communautés sans soutien fiable. Elles ont demandé une plus grande attention aux obligations des pays riches. Les pays développés ont rejeté la création de nouvelles pistes de négociation sur le financement, estimant que trop de discussions existaient déjà.

Les débats sur le Fonds pour les pertes et dommages — destiné à aider les pays les plus touchés par les inondations, tempêtes et la montée des eaux — ont également été marqués par des désaccords sur la rapidité du versement des fonds et sur les acteurs qui devraient y avoir accès directement.

## ▪ Atténuation : désaccord sur l'ampleur de la réduction des émissions

Les efforts visant à réduire les émissions mondiales — appelés atténuation — ont révélé de profondes divergences :

- Beaucoup de pays ont insisté sur la nécessité de maintenir l'objectif de 1,5°C vivant et ont demandé un langage clair reconnaissant la science et l'urgence des réductions.
- D'autres ont affirmé que puisque les températures ont déjà atteint 1,5°C, il n'est pas réaliste d'ancrer toutes les décisions à ce chiffre.
- Certains ont voulu une formulation forte reliant protection des forêts, déforestation et agriculture ; d'autres s'y sont opposés.
- Aucun accord n'a été trouvé sur le maintien ou le renforcement du Programme de travail sur l'atténuation.

En résumé, les pays s'accordent sur la nécessité de réduire les émissions — mais pas sur la vitesse, la clarté, ni les conditions nécessaires.

## ▪ Transition juste : les travailleurs ne doivent pas être laissés pour compte

Un débat clé a porté sur la nécessité d'assurer une action climatique équitable pour les travailleurs et les communautés.

Certains pays ont soutenu l'idée de relier la « transition juste » à la trajectoire de 1,5°C et à la transition mondiale hors des combustibles fossiles. D'autres ont rejeté toute référence à l'abandon des combustibles fossiles, affirmant que chaque nation devait définir son propre chemin.

Les représentants des travailleurs ont rappelé que des millions d'emplois étaient en jeu et ont appelé à ce que le « travail décent » soit au cœur des politiques climatiques.

## ▪ Égalité de genre : aucun accord pour le moment

Les discussions sur le genre ont mis en lumière des divisions persistantes.

De nombreux pays ont insisté pour garantir la participation pleine, égale et significative des femmes dans toutes les décisions climatiques. D'autres ont contesté l'usage du mot « égale », affirmant que les gouvernements nationaux devaient décider de la composition des délégations. Plusieurs pays africains ont demandé une reconnaissance spécifique des femmes africaines et des femmes d'ascendance africaine.

Les discussions se sont poursuivies sans compromis final.

## ▪ Adaptation : comment protéger les populations contre les impacts climatiques

Lors des négociations climatiques à Belém (14 novembre 2025), les pays discutent de l'Objectif mondial d'adaptation (GGA) — un cadre pour mesurer la préparation mondiale aux impacts climatiques déjà en cours, au-delà de la réduction des émissions.

# Domaines clés

### 1. Indicateurs pour suivre les progrès de l'adaptation

Les pays élaborent des indicateurs simples et mesurables pour évaluer la capacité d'adaptation — infrastructures renforcées, systèmes de santé aptes à gérer les risques climatiques, etc.

### 2. Soutien aux pays en développement

Les pays en développement affirment qu'ils ont besoin de financements, de technologies et de renforcement des capacités pour s'adapter. Ils souhaitent que les indicateurs reflètent ce soutien.

Certains ont même demandé un triplement des financements pour l'adaptation d'ici 2030.

### 3. Éviter un transfert de responsabilités injuste

Certains craignent que les indicateurs n'obligent les pays pauvres à prouver la part de leurs propres budgets consacrée à l'adaptation. Beaucoup estiment cela injuste, compte tenu de la responsabilité historique des pays riches.

### 4. Étapes suivantes et calendrier

- La liste des indicateurs pourrait être adoptée à Belém, bien qu'elle nécessite encore des ajustements.
- Un processus en deux étapes est proposé : 2025–2028 (test), 2028–2030 (révision et renforcement).
- Des discussions liées se poursuivent sur les plans nationaux d'adaptation (PNA).

## Pourquoi cela nous concerne

- L'adaptation touche à la vie quotidienne : logements, alimentation, eau, santé face aux inondations, sécheresses, vagues de chaleur et montée des eaux.
- Des indicateurs clairs — soutenus par un réel appui — peuvent renforcer la résilience des communautés vulnérables.
- Ces négociations déterminent l'équité et la transparence : qui reçoit de l'aide ? Qui paie ? Qui bénéficie ?

## Ce qu'il faut surveiller

- Les indicateurs seront-ils adoptés cette année — et refléteront-ils vraiment le soutien aux plus vulnérables ?
- Les pays développés offriront-ils des engagements fermes en matière de financement et de technologie ?
- Les communautés locales pourront-elles utiliser ces cadres pour accéder aux ressources d'adaptation ?

Nous passons de « nous devons nous adapter » à « voici comment nous mesurerons et financerons l'adaptation ».

Ces décisions influencent directement qui sera aidé, comment les progrès seront suivis et dans quelle mesure les populations seront préparées à un climat en mutation.

---

### ▪ La route à venir

Avec de nombreuses questions non résolues et le temps qui presse, la pression s'accroît pour trouver un compromis. Les ministres entreront bientôt dans les négociations, et beaucoup espèrent que leur participation déblocquera la situation.

Comme l'a déclaré une jeune activiste : « **Les gens hors de ces salles ne peuvent plus attendre. Nous avons besoin d'action — pas seulement de mots.** »

### ▪ Une mise en perspective sur les financements

À partir de décembre, les pays pourront solliciter la première fenêtre de subventions de 250 millions de dollars du nouveau fonds — faisant partie des 788 millions promis jusqu'ici.

Mais cela reste minime comparé aux besoins : le changement climatique a causé 2,8 billions de dollars de pertes et dommages entre 2000 et 2019 — soit environ 16 millions de dollars par heure.

# Les discussions s'intensifient à Belém alors que les pays envisagent une feuille de route pour dépasser les combustibles fossiles

Une dynamique silencieuse se construit à Belém, plusieurs gouvernements se montrant ouverts à l'idée d'élaborer une feuille de route mondiale pour la transition hors des combustibles fossiles — et certains pensent que la COP30 pourrait en être le point de départ officiel.

Lors d'une session de haut niveau vendredi, Alice Amorim, directrice du programme de la COP30, a appelé à la patience tout en soulignant l'importance de poser des bases solides.

« Tous les résultats ne seront pas visibles cette année », a-t-elle dit. « Mais il est important d'avoir un processus. »

D'autres ont repris cet appel.

Le secrétaire d'État allemand à l'action climatique, Jochen Flasbarth, a affirmé qu'il existait un vrai « potentiel pour lancer un processus ». Depuis le Pacifique, le secrétaire climatique des Fidji a ajouté que toute feuille de route devait inclure un volet financier pour soutenir les pays vulnérables.

Mais la dynamique est inégale.

Le Groupe africain des négociateurs a averti que les pays africains n'avaient pas encore de position unifiée — et qu'ils ne devaient pas être poussés à sacrifier leurs besoins de développement.

Pendant ce temps, de nouvelles discussions s'ouvrent au sein de la COP. Pour la première fois, les diplomates discutent officiellement de ce à quoi un système juste et durable de production de minéraux pour la transition énergétique devrait ressembler. Cette reconnaissance apparaît dans un nouveau projet de texte publié vendredi, mais il reste incertain que cette question survive dans la décision finale du Programme de travail sur la transition juste.

À mesure que les discussions avancent, une chose est claire : le monde se rapproche de définir comment — et à quelle vitesse — il passera au-delà des combustibles fossiles.

## Une vision à mille milliards de dollars pour la protection des forêts prend forme à la COP30

Les forêts — en particulier l'Amazonie — occupent une place centrale à la COP30, alors que le Brésil promeut son initiative phare, le **Tropical Forest Forever Facility (TFFF)**. Contrairement à l'aide traditionnelle, ce nouveau fonds vise à rémunérer les pays pour la protection des forêts tropicales par le biais d'investissements, s'inscrivant dans l'élan croissant visant à mobiliser le capital privé pour l'action climatique. Lancés peu avant le sommet, le TFFF a surpris en obtenant plus de 5,5 milliards de dollars de promesses dès son premier jour — bien en dessous de son objectif de 25 milliards, mais considéré comme un signal encourageant de l'intérêt des investisseurs. Alors que le Royaume-Uni a refusé de rejoindre pour l'instant, l'élan monte ailleurs : la BERD, la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures et la Banque européenne d'investissement envisagent toutes des contributions.

# 60<sup>e</sup> anniversaire de la CIDSE à Belém

La **CIDSE** — **Coopération Internationale pour le Développement et la Solidarité** — est un réseau mondial d'organisations catholiques de justice sociale engagé à défendre la dignité humaine, promouvoir la durabilité écologique et œuvrer pour un monde plus juste.

Depuis six décennies, elle rassemble des organisations ecclésiales d'Europe et d'ailleurs pour lutter contre la pauvreté, contester les structures injustes et défendre les droits des communautés vulnérables — toujours enracinée dans la foi, la solidarité et la transformation systémique.

Dans le cadre de son 60<sup>e</sup> anniversaire, la CIDSE a organisé un événement spécial intitulé « **Le Fleuve de la Solidarité : Un appel à l'action** » le 14 novembre à l'Auditorium Amazonia dans le bâtiment de la CNBB à Belém.

L'image du fleuve a capturé l'esprit de l'événement — symbolisant soixante ans de force collective, d'unité fluide et de cheminement commun vers la justice.

Rassemblant membres, partenaires et communautés de foi participant à la COP30, la soirée a présenté des réflexions profondes, des témoignages et des gestes symboliques tels que le lancement de bateaux en papier portant les espoirs des participants pour la décennie à venir.

La célébration s'est conclue par un appel collectif puissant exhortant gouvernements et dirigeants mondiaux à protéger l'Amazonie, à faire progresser la justice climatique et les réparations, et à se tenir fermement aux côtés des communautés en première ligne des crises environnementales et sociales.



# Courte réflexion : la mission de l'Église après le 5<sup>e</sup> jour de la COP30

Le cinquième jour de la COP30 nous a rappelé que la crise climatique est avant tout une crise de justice. Le sit-in pacifique du peuple Munduruku — faisant face à des gardes armés simplement pour être entendus — a révélé le visage humain du changement climatique.

Derrière les négociations se posent les mêmes questions urgentes : Qui est protégé ? Qui paie le prix ? Qui est laissé de côté ?

Pour l'Église, le chemin est clair :

- Se tenir aux côtés des communautés vulnérables — en particulier des peuples autochtones, des femmes et des travailleurs en quête d'une transition juste.
- Former les consciences pour que les gens comprennent que le changement climatique concerne la dignité, la survie et les droits.
- Exiger la justice climatique comme une question de foi, non de politique.
- Vivre ce que nous prêchons en choisissant des pratiques durables et en soutenant les plus touchés.

Comme le « fleuve de solidarité » évoqué lors du 60<sup>e</sup> anniversaire de la CIDSE, l'Église est appelée à élargir le courant d'espérance, de justice et de protection pour notre maison commune.

